



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Plan "ma santé 2022"

Question au Gouvernement n° 1187

Texte de la question

PLAN "MA SANTÉ 2022"

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Door, pour le groupe Les Républicains.

M. Jean-Pierre Door. En l'absence de Mme la ministre de la santé, ma question s'adresse à vous, monsieur le Premier ministre. Les propositions contenues dans votre plan « Ma santé 2022 » ressemblent fortement à un bricolage de fortune et ne sont absolument pas à la hauteur des attentes des Français pour résoudre les urgences récurrentes. Si certains points sont positifs – nous le reconnaissons –, le groupe Les Républicains constate surtout qu'il n'y a rien de réel pour le financement de la protection sociale, sauf une augmentation de 400 millions d'euros – mais pour plaire à qui ? C'est l'une des questions.

Rien pour l'hôpital public, en déficit de près d'un milliard d'euros ! La création de 4 000 assistants médicaux est un piège car, en subventionnant ces agents mi-administratifs, mi-infirmiers, vous mettez le pied dans la voie de l'étatisation de la médecine libérale française. Et à quel prix pour l'assurance maladie ?

Rien pour les infirmières, qui sont les oubliées de votre plan « Ma santé 2022 » ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes LR et UDI-Agir. - M. Jean Lassalle, Mme Emmanuelle Ménard et Mme Sylvia Pinel applaudissent également.)*

Activer le seul outil du *numerus clausus* est un leurre : nous sommes d'accord pour le supprimer mais vous l'agitez ostensiblement, alors qu'il n'aura des effets que dans douze ans !

M. Pierre Henriot. Que n'avez-vous pensé à supprimer le *numerus clausus* il y a 12 ans !

M. Jean-Pierre Door. En parler, c'est bien, mais quelle solution pour aujourd'hui ? *(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)*

Monsieur le Premier ministre, le plan « Ma santé 2022 », que vous avez voulu médiatique, ne contient aucune solution efficace pour adapter notre système de santé à la dure réalité du terrain. Vous nous promettez un remède de cheval pour endiguer une crise médicale, ambulatoire et hospitalière sans précédent mais vous proposez aux Français une poignée d'anxiolytiques en espérant un quelconque apaisement.

M. Jean-Paul Lecoq. Vous n'avez rien fait quand vous étiez au pouvoir !

M. Jean-Pierre Door. Aussi, ma question est simple : que faites-vous aujourd'hui, de manière concrète, pour répondre aux urgences du terrain ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.

M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, lorsque vous avez rendu les clefs de l'assurance maladie en 2012, après avoir siégé dix ans sur ces bancs et alors que vos amis étaient au gouvernement, le trou de la sécurité sociale, avec lequel j'ai grandi, était de 20 milliards d'euros ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Christian Jacob. Aujourd'hui, c'est vous, le ministre ! Que faites-vous ?

M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État. L'année prochaine, je le dis à nos parlementaires, il n'y aura plus de trou de la sécurité sociale ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. - Exclamations sur les bancs des groupes LR et Socialistes et apparentés.*)

M. Sébastien Jumel. Et plus de sécu !

M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État. L'année prochaine, pour la première fois, nous ne ferons pas porter la responsabilité de nos choix politiques sur nos enfants, sur nos petits-enfants, sur les générations futures. Nous avons fait dans ce budget des choix clairs, et non des choix paramétriques, des choix de rabot ni même, comme cela a parfois pu être le cas, des choix légèrement clientélistes.

Nous avons deux convictions. Tout d'abord, il faut améliorer l'accès aux soins : cela passe par le lancement du « reste à charge zéro » pour les soins optiques, les soins dentaires et les soins auditifs. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) C'est à la fois du pouvoir d'achat et de la justice dans l'amélioration de l'accès aux soins ! L'extension de la CMU complémentaire permettra à 1,4 million de nos concitoyens d'être mieux couverts.

M. Sébastien Jumel. Rien pour l'hôpital !

M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État. Ensuite, et c'est le deuxième pilier de ce budget qui sera débattu sur ces bancs, notre objectif est une meilleure organisation de notre système de soins. Vous évoquez le *numerus clausus* : il est vrai que les effets positifs de sa suppression ne se feront sentir que dans douze ans. Que ne l'avez-vous fait il y a douze ans ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Le système de santé s'en porterait mieux !

Il y a, dans ce budget, des éléments structurants. Les assistants médicaux, monsieur le député, ce n'est pas du bidouillage, ce n'est pas la fonctionnarisation de la médecine : c'est du temps médical en plus pour les patients ! Voilà les débats qui occuperont cette assemblée dans les jours qui viennent. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Door](#)

Circonscription : Loiret (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1187

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 septembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 septembre 2018](#)